

Roma Dauphin, *Économie du Québec, une économie à la remorque de ses groupes*, Beauchemin, Laval, 291 p.

Maurice Saint-Germain

Volume 72, numéro 1, mars 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602197ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602197ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Germain, M. (1996). Compte rendu de [Roma Dauphin, *Économie du Québec, une économie à la remorque de ses groupes*, Beauchemin, Laval, 291 p.] *L'Actualité économique*, 72(1), 99–102. <https://doi.org/10.7202/602197ar>

Compte rendu

ROMA DAUPHIN

Économie du Québec, une économie à la remorque de ses groupes,
Beauchemin, Laval, 1994, 291 p.

Les ouvrages sur ce sujet se comptent sur les doigts d'une seule main, et celui-ci arrive à point, puisqu'il n'en était pas paru au cours des années quatre-vingt-dix. Il s'agit d'un domaine qui demande de continuelles mises à jour statistiques et une intégration de très nombreuses études, articles et rapports techniques qui paraissent à chaque année. Ce livre se présente comme un manuel, se veut didactique et révèle en ce domaine des qualités certaines de son auteur. L'effort pédagogique apparaît à travers de nombreux graphiques, cartes et schémas-synthèses, des diagrammes, des textes encadrés, des résumés, des questions de révision et un index qui pourront répondre aux attentes et aideront beaucoup les utilisateurs : professeurs, étudiants ou public éclairé.

La matière du livre est organisée en cinq parties de deux chapitres chacune. Le texte débute avec deux chapitres d'histoire économique qui nous rappellent d'où proviennent l'actuelle structure économique et les spécificités de cette socio-économie. Les deux chapitres suivants traitent des ressources matérielles et humaines. La troisième partie présente la structure et la stratégie industrielle, ainsi que l'État et son endettement. La quatrième partie nous parle des régions et des groupes dont le sous-titre du livre fait état. La cinquième et dernière partie situe les relations économiques extérieures du Québec avec les provinces canadiennes et avec les pays étrangers.

L'ouvrage comporte un sous-titre « Une économie à la remorque de ses groupes » qui retiendra l'attention ou intriguera plusieurs lecteurs par le sens et l'importance qu'on lui donne. Même si cette idée est évoquée ailleurs dans le texte, c'est au chapitre sept que l'auteur s'explique davantage à ce sujet. Celui-ci s'inspire de Mancur Olson (1983), dont plusieurs connaissent la logique de l'action collective et son explication de la dynamique des sociétés. Parmi les grands groupes du Québec, Roma Dauphin classe les francophones, les femmes, les travailleurs syndiqués, les jeunes, les autochtones, les écologistes, etc. Il distingue aussi de petits groupes professionnels : médecins, agriculteurs, policiers, ouvriers de la construction, fonctionnaires, enseignants, etc. Le patronat ne figure dans cette énumération qu'indirectement dans le groupe francophone, alors que tant de débats ont déjà eu lieu sur la bourgeoisie industrielle du Québec, parmi

nos collègues de la sociologie économique. Selon l'auteur, la force d'un groupe dépend de sa taille relative et de sa capacité d'organisation, qui est elle-même fonction de l'homogénéité des intérêts, de la capacité financière et de la force persuasive de l'idéologie. « À la remorque de ses groupes » laisse toutefois l'image négative d'une économie sans moteur, traînée par des intérêts particuliers, dont les antagonismes freineraient l'élan.

L'économie québécoise ne s'expliquerait-elle pas aussi ou même davantage par la notion de Québec Inc., qui met l'accent sur un dynamisme lié à la présence francophone dans la propriété et la direction des entreprises, et dans un noyau de grandes firmes, mais aussi sur le rôle moteur central de l'État provincial, qui ne serait pas simplement à la remorque de groupes, mais pratiquerait une concertation avec les syndicats et le patronat conduisant à la promotion économique des francophones (Smith, 1994)?

Au niveau du Québec, les francophones sont-ils simplement un groupe comme les autres ? Avec raison les progrès économiques réalisés par les Franco-Québécois depuis le début des années soixante sont bien mis de l'avant. Même si l'auteur parle de parité acquise, le rattrapage par rapport aux anglophones n'est pourtant pas totalement complété, comme cela apparaît au niveau des cadres supérieurs des entreprises. Si les écarts linguistiques de revenus paraissent s'être estompés, c'est après avoir fait l'hypothèse contraire à la réalité d'un niveau de scolarité et d'un accès aux emplois identiques pour les deux groupes linguistiques (Lavoie et Saint-Germain, 1991). Les écarts se manifestent davantage lorsqu'ils sont calculés sur le revenu total. Les progrès évidents des francophones dans le contrôle des entreprises, que cet ouvrage met en lumière, demeurent encore fragiles ou limités dans certains secteurs (finances, haute technologie, grandes entreprises). Sur cet aspect, l'auteur aurait pu compléter sans peine ses séries jusqu'en 1991 en utilisant les résultats de l'étude la plus récente (Vaillancourt et Leblanc, 1993).

La condition économique des femmes n'est pas sans rappeler celle des francophones du Québec par son aspect sociétal et par ses différentes facettes : surreprésentation dans certains emplois, niveaux et types de scolarisation, postes de pouvoir,... Le rattrapage économique qu'elles effectuent dans le long terme est à l'opposé de la situation des jeunes travailleurs de 16 à 34 ans, dont l'auteur souligne le recul dramatique des salaires au cours des années quatre-vingt. L'ouvrage montre aussi une diminution de l'avantage relatif de revenus des travailleurs du secteur public et des travailleurs syndiqués entre 1980 et 1990. Le chapitre sur les régions, bien illustré, rappelle des points essentiels du profil socio-économique et de l'évolution de chaque région, au moment où il y a de fortes pressions en faveur de la décentralisation.

Revenons sur les divers contenus de l'ouvrage. La première partie sur l'histoire économique et la spécificité de la socio-économie québécoise est amplement justifiée. Elle a toujours sa place pour comprendre le reste des enjeux. On pourrait toujours chicaner l'auteur sur quelques raccourcis dis-

cutables, qui tiennent en fait à la nécessité d'être concis et de résumer. Peut-on vraiment dire que « la conquête est le fruit d'une révolution industrielle qui commença en Grande-Bretagne et qui conféra à ce pays une force sans précédent » (p. 28)? Mais heureusement l'auteur nous dit aussi que la prudence est de mise et que la réponse est très complexe. Roma Dauphin montre combien une économie est dictée par son histoire, ses ressources et son évolution culturelle, et que la Révolution tranquille, une réalité qui marque encore pour lui les années quatre-vingt, a eu le mérite d'arrimer la culture d'une société à l'économie. Il définit une société comme un groupe de groupes, et le Québec comme une société, dont le caractère est unique en Amérique du Nord. Quatre déficits marqueraient selon lui la socio-économie québécoise actuelle : le déficit budgétaire, le déficit démographique, le déficit extérieur et le déficit des emplois dont les jeunes sont les principales victimes.

Les ressources matérielles et humaines sont présentées dans la deuxième partie. Après avoir posé les problèmes environnementaux, l'auteur s'arrête à trois cas de gestion de ressources naturelles : la forêt pour laquelle le développement durable devrait être la référence, l'hydroélectricité pour laquelle il faudrait tenir compte des coûts sociaux et du coût marginal des dernières centrales construites, l'amiante où la promotion économique des francophones s'est avérée très coûteuse par suite de choix malheureux. Du chapitre sur les ressources humaines, on retiendra de bonnes explications du taux de rendement du capital humain et des liens entre des générations très inégalement favorisées.

La troisième partie n'est pas seulement le milieu du livre, mais bien, comme nous dit l'auteur, le coeur de l'ouvrage. On y traite de structure et de stratégie industrielles, d'où proviennent certains déséquilibres internes et déficits extérieurs, ainsi que de l'endettement de l'État. On ne sera pas surpris de ces développements qui semblent aujourd'hui plus incontournables que jamais. Sur tous ces aspects l'auteur analyse et explique, fait valoir son point de vue.

La structure industrielle du Québec fait l'objet de comparaisons, l'une habituelle avec l'économie ontarienne et d'autres moins fréquentes avec des régions des États-Unis (Centre-Atlantique et Sud-Est) qui donnent lieu à des calculs d'indices de similarité. Dans les stratégies industrielles, l'auteur rend justice aux travaux des années soixante-dix sur les filières de production, mais passe assez brièvement sur la stratégie des grappes industrielles du début des années quatre-vingt-dix, qui apportent pourtant une vision plus optimiste sur la diversité industrielle du Québec, sur ses progrès dans les domaines de la haute technologie et sur ses capacités à affronter la concurrence internationale dans plusieurs secteurs avec des atouts certains. L'auteur prend le risque d'effectuer des estimations de déficits extérieurs à partir de plusieurs hypothèses et d'en tirer des conclusions, mais l'on sait dans ce domaine combien il est encore difficile de calculer une balance des paiements du Québec satisfaisante à partir de sources statistiques fédérales divergentes et de corrections provinciales qui évoluent.

Le chapitre sur l'endettement de l'État, présenté dans une perspective orthodoxe, expose l'évolution du problème sur plusieurs décennies, donne diverses

définitions du déficit et de la dette, de la dimension fédérale et provinciale de cette dernière, et montre bien les difficultés de sa gestion. Les questions débattues dans ce chapitre et le précédent évoquent à quelques reprises les études effectuées sur ces thèmes depuis la Commission Bélanger-Campeau. L'auteur est conduit à choisir un des critères, la part du Québec dans le PIB canadien, même si aucun ne fait l'unanimité, lorsqu'il faut imputer une part de passif au Québec. Il y a là une bonne entrée en matière sur un sujet toujours actuel et controversé.

Le livre se termine par deux chapitres sur les relations économiques extérieures du Québec, un domaine auquel l'auteur s'intéresse particulièrement depuis longtemps. Le chapitre sur les relations avec le reste du Canada arrive à point en cette période où le débat se poursuit sur les réponses que peuvent apporter fédéralisme ou souveraineté face aux besoins d'intégration économique et à ceux d'autonomie politique ; répartition des pouvoirs et visions opposées du fédéralisme y sont abordées. Le chapitre sur les relations internationales établit une distinction devenue classique sur les caractéristiques des produits exportés dans le reste du Canada et ceux exportés à l'étranger, en recourant à un coefficient d'avantage comparé régional ou mondial selon les produits. L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis et l'ALENA renforceront les échanges à l'intérieur du bloc commercial nord-américain plutôt que vis-à-vis des partenaires extérieurs, mais ne devraient pas avoir un impact si important pour l'économie québécoise ou, en tous cas, moins que pour l'économie ontarienne.

Le tableau qu'on nous présente de l'ensemble de l'économie québécoise n'élude pas les problèmes, mais il fait état lucidement des réalités, du potentiel et des défis auxquels cette économie est confrontée.

Maurice SAINT-GERMAIN
Département de science économique
Université d'Ottawa

BIBLIOGRAPHIE

- LAVOIE, MARC, et MAURICE SAINT-GERMAIN (1991), « Disparités linguistiques de revenus au Canada selon la langue parlée à la maison », *L'Actualité économique*, vol. 67, no 3, septembre : 356-380.
- OLSON, MANCUR (1983), *Grandeur et décadence des nations*, Bonnel, Paris, 1983.
- SMITH, MICHAEL R. (1994), « L'impact de Québec Inc., répartition des revenus et efficacité économique », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVI, no 2, automne 1994 : 91-110.
- VAILLANCOURT, FRANÇOIS, et MICHEL LEBLANC (1993), *La propriété de l'économie du Québec en 1991 selon le groupe d'appartenance linguistique*, Office de la langue française, Québec.